

POURQUOI IL FAUT « LES LUTTES DE

Pourquoi, pour comprendre ce qui se passe en Afrique, il peut être utile de relire « Les luttes de classes en France, 1848-1850 » de Karl Marx? Pour au moins trois raisons. Parce que .1. les luttes de classes, .2. en 1848-1850, et .3. en France!

La première raison, d'ordre général, est exprimée par Engels dans son Introduction de 1895. On a là, écrit-il, un prototype « d'explication d'un fragment d'histoire à l'aide de la conception matérialiste » (Les luttes de classes, p. 11). Certes, « on ne sera jamais en mesure de remonter jusqu'aux dernières causes économiques ». « En conséquence la méthode matérialiste ne devra ici que trop souvent se borner à ramener les conflits politiques à des luttes d'intérêts entre les classes sociales et les fractions de classes existantes » (p. 12). Par conséquent, « Les luttes de classes ».

La deuxième raison est particulière mais tout aussi déterminante. En France au milieu du XIXe siècle comme en Afrique depuis la dernière partie de XXe, les « fragments d'histoire » sont ceux de pays qui sont encore proches d'une révolution bourgeoise récente, avec restauration du despotisme, révoltes populaires, développement du capitalisme, et diverses guerres¹. Donc, « 1848-1850 ».

Enfin, pour appréhender le « secret » des révolutions de cette période, une bonne méthode consiste à

.....
1 Sous le règne de Napoléon III, la France participa à la guerre de Crimée (1854-1855); elle fit la guerre à l'Autriche (1859), organisa une expédition en Syrie (1860), participa avec l'Angleterre à la guerre contre la Chine, conquit le Cambodge (Indochine) et participa à l'expédition du Mexique en 1863 et en 1870 fit la guerre contre l'Allemagne (Intro, p. 21, note). Sept guerres en moins de vingt ans!

orienter le viseur vers un pays où les formes politiques de la lutte des classes « prennent les contours les plus nets » (Le 18 Brumaire, p. 14). Donc « en France ».

Engels note par ailleurs dans son Introduction que, dans la brochure *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, « la période est traitée à nouveau, quoique de façon plus brève ».

Nous sommes donc en présence de trois textes : Les luttes de classes (Les l.d.cl.), de Marx, rédigé en 1850; Le 18 Brumaire (Le 18 B), rédigé en 1852; et L'introduction de 1895 de Engels (Intro).

Tentons d'en dégager les constats les plus significatifs. Vous observerez avec nous que malgré les différences historiques et sociales, leur pertinence pour l'Afrique d'aujourd'hui justifie leur étude attentive.

I. LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE EST UNE RÉVOLUTION DE NATURE NOUVELLE.

« Lorsque éclata la révolution de Février, nous étions tous, quant à la façon dont nous concevions les conditions et le cours des mouvements révolutionnaires, sous la hantise de l'expérience historique passée, et notamment de la France. N'était-ce pas précisément cette dernière qui, depuis 1789, avait dominée toute l'histoire de l'Europe, qu'était parti encore une fois le signal du bouleversement général? Aussi était-il évident et inévitable que nos idées sur la nature et la marche de la révolution « sociale » proclamée à Paris en février 1848, de la révolution du prolétariat, fussent fortement teintées des souvenirs des modèles de 1789 et de 1830! » (Les l. d. cl., p. 15).

« La révolution sociale du XIXe siècle ne peut pas tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne

(RE)LIRE CLASSES EN FRANCE »

peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. () Autrefois, la phrase débordait le contenu, maintenant, c'est le contenu qui déborde la phrase » (Le 18 B, p. 18).

La révolution prolétarienne est d'une autre nature que la révolution bourgeoise. La révolution bourgeoise est une révolution politique portée par une révolution économique et sociale. La bourgeoisie a commencé à se développer sous l'ancien régime, comme financière du roi, comme agent de la puissance coloniale, comme ancêtre marchand de la bourgeoisie moderne. Puis les rapports de production existants, barrières commerciales et fiscales, monopoles et privilèges, exploitation esclavagiste de la main-d'œuvre, sont devenus une entrave au développement des forces productives, à la liberté du commerce et de l'industrie.

La révolution prolétarienne, au contraire, est « un processus de transformation économique et sociale, porté par une volonté politique et idéologique » (Plate-forme de VP, cahier 2 page 11).

« Les prolétaires prennent la bourgeoisie au mot : l'égalité ne doit pas être établie seulement en apparence, seulement dans le domaine de l'Etat, elle doit l'être aussi réellement dans le domaine économique et social » (Anti-Durhing, p. 134).

Cette égalité réelle ne peut grandir progressivement à l'intérieur d'un système d'exploitation totalisant et universel. Sauf, très secondairement, sous forme d'expérimentations étriquées et provisoires - utopies, autogestions, associations, coopératives. L'accumulation des forces révolutionnaires se fait, dans les luttes de classes, par progression de la conscience et de l'organisation. La première étape de la révolution économique est une révolution politique, et sa préparation est la formation d'un parti.

« Le contenu déborde la phrase », car il est suppression des classes et de la propriété privée. C'est une révolution totale, contrairement à toutes les révolutions précédentes qui n'ont fait que remplacer une classe exploiteuse par une autre. Badiou a raison lorsqu'il affirme :

« Il y a eu dans l'histoire de l'humanité une révolution fondamentale, en réalité une seule à mon sens, de loin la plus importante dans toute l'histoire de la bête humaine, à savoir la révolution du néolithique » (*Je vous sais si nombreux*, p. 12). Le programme de la suppression des classes renvoie au mécanisme qui les a mises en place il y a quelques milliers d'années, qu'il faut déconstruire et dépasser. (Badiou a tort quand il minimise le fait que, le premier verrou à faire sauter étant politique, son outil est un parti politique).

2. LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE COMMENCE PAR UNE SÉRIE DE FAUSSES VICTOIRES ET DE VRAIES DÉFAITES.

« A l'exception de quelques chapitres, chaque section importante des annales de la révolution de 1848 à 1849 porte le titre de : « Défaite de la révolution ! ».

Mais dans ces défaites, ce ne fut pas la révolution qui succomba. Ce furent les traditionnels appendices pré-révolutionnaires, résultats des rapports sociaux qui ne s'étaient pas encore aiguisés jusqu'à devenir des contradictions de classes violentes : personnes, illusions, idées, projets dont le parti révolutionnaire n'était pas dégagé avant la révolution de Février et dont il ne pouvait être affranchi par la victoire de Février, mais seulement par une suite de défaites.

En un mot : ce n'est point par ses conquêtes tragi-comiques directes que le progrès révolutionnaire s'est frayé la voie ; au contraire, c'est seulement en faisant surgir une

contre-révolution compacte, puissante, en se créant un adversaire et en le combattant que le parti de la subversion a pu enfin devenir un parti vraiment révolutionnaire. » (Les l.d.cl, p. 37).

« Les révolutions prolétariennes, comme celles du XIXe siècle, se critiquent elles-mêmes constamment » (Le 18 B, p. 19).

Si la « victoire » est suivie d'une « suite de défaites », c'est que l'on est passé de Février à Juin, de la révolution démocratique aux revendications sociales, et que la réaction anti-sociale exige d'être anti-démocratique. Après la défaite du prolétariat, c'est celle de la petite-bourgeoisie, puis celle de la bourgeoisie démocratique elle-même.

« Pendant les Journées de Juin, toutes les classes et tous les partis s'étaient unis dans le « parti de l'ordre » en face de la classe prolétarienne, du « parti de l'anarchie », du socialisme, du communisme. Ils avaient « sauvé » la société des entreprises des « ennemis de la société » () Toute revendication de la plus simple réforme financière bourgeoise, du libéralisme le plus vulgaire, du républicanisme le plus formel, de la démocratie la plus plate, est à la fois punie comme « attentat contre la société » et flétrie comme « socialiste » (Le 18 B, p. 25-6).

« La société semble être revenue à son point de départ. En réalité, c'est maintenant seulement qu'elle doit se créer son point de départ révolutionnaire, c'est-à-dire la situation, les rapports, les conditions qui, seuls, permettent une révolution sociale sérieuse » (Le 18 B, p. 19).

3. A SES DÉBUTS, LA RÉVOLUTION EST FRATERNELLE, ELLE SE PRÉSENTE SOUS LA FORME D'UNE RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE.

« Ce n'est pas la bourgeoisie française qui régnait sous Louis-Philippe, mais une fraction de celle-ci : ce que l'on appelle l'aristocratie financière » (Les l.d.cl, p. 38).

Deux paradoxes sont présents dans cette affirmation. La bourgeoisie ne règne pas car c'est une fraction de celle-ci qui est seule au pouvoir. Un clan, un dictateur, une fraction mais tout de même une forme particulière de la domination bourgeoise. D'autre part, si la bourgeoisie ne règne pas, ce n'est pas dû au fait que l'ancien régime ait été restauré, sous la forme de la monarchie orléaniste, car celle-ci incarne précisément cette fraction bourgeoise financière. Non pas du néo-féodalisme, du néo-colonialisme, mais une forme de domination de la nouvelle classe exploiteuse moderne. Mais n'étant que fraction, celle-ci fait l'unanimité contre elle.

« Le pillage de l'Etat en grand, tel qu'il se pratiquait au moyen des emprunts, se renouvelait en détail dans les travaux publics » (Les l.d.cl, p. 40).

« Pendant que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'Etat, disposait de tous les pouvoirs

publics constitués, dominait l'opinion publique par la force des faits et par la presse, dans toutes les sphères depuis la cour jusqu'au café borgne se reproduisait la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante » (Les l.d.cl, p. 41).

« Le commerce, l'industrie, l'agriculture, la navigation, les intérêts de la bourgeoisie industrielle ne pouvaient être que menacés et lésés sans cesse par ce système » (Les l.d.cl, p. 41).

« La bourgeoisie industrielle voyait ses intérêts menacés, la petite bourgeoisie était moralement indignée, l'imagination populaire s'insurgeait » (Les l.d.cl, p. 42).

« Quant aux fractions de la bourgeoisie française qui n'étaient pas au pouvoir, elles criaient : « A bas la corruption ! », le peuple criait : « A bas les grands voleurs ! A bas les assassins ! ». » (Les l.d.cl, p. 42).

« Face aux orgies scandaleuses de l'aristocratie financière, c'était la lutte du peuple pour les moyens d'existence les plus élémentaires ! » (Les l.d.cl, p. 43).

« Les ravages causés dans le commerce et l'industrie par la crise économique rendaient encore plus insupportable l'omnipotence de l'aristocratie financière » (Les l.d.cl, p. 44).

Cette unanimité contre une minorité corrompue et dictatoriale crée une large fraternité qui n'est qu'alliance hétéroclite. Mais son esprit préside jusqu'aux relations étrangères, et dicte l'attitude générale du prolétariat.

« Ainsi, dans l'esprit des prolétaires qui confondaient en général l'aristocratie financière avec la bourgeoisie, dans l'imagination de braves républicains qui niaient l'existence même des classes ou l'admettaient tout au plus comme une conséquence de la monarchie constitutionnelle, dans les phrases hypocrites des fractions bourgeoises jusqu'à exclues du pouvoir, la domination de la bourgeoisie se trouvait abolie avec l'instauration de la République. Tous les royalistes se transformèrent alors en républicains et tous les millionnaires de Paris en ouvriers. Le mot qui répondait à cette suppression imaginaire des rapports de classe, c'était la fraternité, la fraternisation et la fraternité universelles » (Les l.d.cl, p. 52).

« La jeune République chercha comme son principal mérite, à n'effaroucher personne, à s'effrayer plutôt elle-même continuellement, et, par sa mansuétude, sa vie passive à acquérir le droit à la vie et à désarmer les résistances. Aux classes privilégiées de l'intérieur, aux puissances despotiques de l'extérieur, on proclama hautement que la République était de nature pacifique, que vivre et laisser vivre était sa devise » (Les l.d.cl, p. 53).

4. LES ANCIENNES CLASSES DOMINANTES ELLES-MÊMES SE SONT EMBOURGEOISÉES.

« Légitimistes et orléanistes constituaient les deux grandes fractions du parti de l'ordre. () Sous les Bourbons, c'était

la grande propriété foncière qui avait régné, avec ses prêtres et ses laquais. Sous les Orléans, c'étaient la haute finance, la grande industrie, le grand commerce, c'est-à-dire le capital, avec sa suite d'avocats, de professeurs et de beaux parleurs » (Le 18 B, p. 47).

« Nous parlons de deux intérêts de la bourgeoisie, car la grande propriété foncière, malgré sa coquetterie féodale et son orgueil de race, s'était complètement embourgeoisée, par suite du développement de la société moderne. C'est ainsi qu'en Angleterre les tories se sont longtemps imaginé qu'ils étaient enthousiastes de la royauté, de l'Eglise et des beautés de la vieille Constitution anglaise jusqu'au jour où le danger leur arracha l'aveu qu'ils n'étaient enthousiastes que de la rente foncière » (Le 18 B, p. 48).

Inversement, il est étonnant de constater comment les bourgeois parvenus, modernes, voire athées, s'appuient sans vergogne sur le pilier idéologique de l'ancien régime, la religion.

« On est surpris de voir les orléanistes, les bourgeois libéraux, ces anciens apôtres du voltairianisme et de la philosophie éclectique, confier à leurs ennemis héréditaires, les jésuites, la direction de l'esprit français » (Le 18 B, p. 65). C'est ainsi que se perpétue après la révolution un « régime de gendarme consacré par le régime des curés » (Le 18 B, p. 65).

5. DÈS LE LENDEMAIN DE LA VICTOIRE, LES CONTRADICTIONS AU SEIN DU PEUPLE APPARAISSENT.

« Le gouvernement provisoire qui surgit des barricades de Février reflétait nécessairement dans sa composition les divers partis qui se partageaient la victoire. Il ne pouvait être qu'un compromis entre les différentes classes qui avaient renversé ensemble le trône de Juillet, mais dont les intérêts s'opposaient avec hostilité. Il était composé en majorité de représentants de la bourgeoisie. La classe ouvrière ne possédait que deux représentants » (Les l.d.cl, p. 45).

« Lamartine contesta aux combattants des barricades le droit de proclamer la République, disant que seule la majorité des Français avait qualité pour le faire; qu'il fallait attendre leur vote, que le prolétariat parisien ne devait pas souiller sa victoire par une usurpation. La bourgeoisie ne permet au prolétariat qu'une seule usurpation : celle de la lutte » (Les l.d.cl, p. 45).

« La République de Février fit apparaître la domination bourgeoise dans toute sa netteté, en abattant la couronne derrière laquelle se dissimulait le capital » (Les l.d.cl, p. 47).

6. LES REVENDICATIONS DU PROLÉTARIAT EXPRIMENT CONFUSÉMENT LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉVOLUTION COMMUNISTE.

« Organisation du travail ! Mais c'est le salariat qui est l'organisation bourgeoise actuellement existante du travail. Sans lui, point de capital, point de bourgeoisie, point de société bourgeoise. Un ministère spécial du Travail ! Mais les ministères des Finances, du Commerce et des Travaux publics ne sont-ils pas les ministères du Travail bourgeois ? A côté d'eux, un ministère du Travail prolétarien ne pouvait être qu'un ministère de l'Impuissance, un ministère des Vains Désirs, une commission du Luxembourg » (Les l.d.cl, p. 48).

« Le « droit au travail », première formule maladroite où se résument les exigences révolutionnaires du prolétariat. () Derrière le droit au travail il y a le pouvoir sur le capital, derrière le pouvoir sur le capital l'appropriation des moyens de production, leur subordination à la classe ouvrière associée, c'est-à-dire la suppression du salariat, du capital et de leurs rapports réciproques. Derrière le « droit au travail », il y avait l'insurrection de Juin (Les l.d.cl, p. 81 ; Intro, p. 14).

Ces revendications prolétariennes sont donc incompatibles avec la nouvelle société post-révolutionnaire : « Les revendications du prolétariat parisien sont des bourdes utopiques avec lesquelles il faut en finir une fois pour toutes. A cette déclaration de l'Assemblée nationale constituante, le prolétariat parisien répondit par l'insurrection de juin, l'événement le plus formidable dans l'histoire des guerres civiles européennes. » (Le 18 B, p. 23).

7. LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE N'EN EST QU'À SES DÉBUTS.

Les quarante-huitards que sont alors Marx et Engels partagent d'abord la même conviction que les soixante-huitards que furent certains d'entre nous, « l'espoir d'un nouvel essor prochain de l'énergie révolutionnaire » (Intro, p. 13). Dès 1850, ils révisent leur analyse, à l'aide de leur compréhension du matérialisme historique, et rejettent « ces illusions », concluant dans un dernier article (Les l.d.cl, p. 159; Intro, p. 13) : « Une nouvelle révolution n'est possible qu'à la suite d'une nouvelle crise ».

Cette analyse conjoncturelle - crise ou reprise - se double d'une autocritique formelle concernant la réalité structurelle aux évolutions de long terme : le « développement » de la « révolution industrielle ». Engels écrit près de 50 ans après 1848 :

« L'histoire nous a donné tort à nous et à tous ceux qui pensaient de façon analogue. Elle a montré clairement que l'état du développement économique sur le continent était alors bien loin encore d'être mûr pour la suppression de la production capitaliste; elle l'a prouvé par la révolution économique qui depuis 1848 a gagné tout le continent et qui n'a véritablement donné droit de cité qu'à ce moment à la grande industrie en France, en Autriche, en Hongrie, en Pologne et dernièrement en Russie et fait vraiment de l'Allemagne un pays industriel de premier ordre

- tout cela sur une base capitaliste, c'est-à-dire encore très capable d'extension en 1848 » (Intro, p. 19).

Quelques pages plus tôt (Intro, p. 15), Engels citait quasiment les mêmes pays pour résumer le développement non pas de la « révolution économique » mais de la révolution politique :

« Le soulèvement de Paris trouva son écho dans les soulèvements victorieux de Vienne, Milan et Berlin, toute l'Europe jusqu'à la frontière russe fut entraînée dans le mouvement ».

Trois remarques.

- En 1870 comme en 1914, les contradictions économiques du capitalisme, avant de provoquer des révolutions, ont nourri des aventures guerrières ; qui ont-elles-mêmes nourri les révolutions.

- Bénéficiant de l'expérience du prolétariat européen, les communistes russes comme les communistes chinois ont pu mener à la victoire une révolution politique en avance sur les conditions économiques de leur pays.

- Si la révolution industrielle n'en était encore qu'à ses débuts « sur le continent » (européen) au milieu du XIX^e siècle, elle était encore « capable d'extension » sur la planète au milieu du XX^e. Dix ans après avoir écrit « Un spectre hante l'Europe », Marx fait la remarque suivante dans une lettre à Engels (le 8 octobre 1858) :

« La question difficile à résoudre pour nous est la suivante : sur le continent la révolution est imminente et prendra aussi immédiatement un caractère socialiste. Dans ce petit coin, ne va-t-elle pas être nécessairement écrasée, étant donné que sur un secteur bien plus vaste le mouvement de la société bourgeoise est encore ascendant ? ».

8. LES PAYSANS SONT LA CLASSE LA PLUS NOMBREUSE.

[Après Février], « Tandis que le prolétariat parisien s'enivrait encore des perspectives grandioses qui s'ouvraient devant lui, et prenait plaisir à des graves discussions sur les problèmes sociaux, les anciennes puissances sociales s'étaient groupées, rassemblées, concertées, et trouvaient un appui inattendu dans la grande masse de la nation : les paysans et les petits bourgeois, qui s'étaient tous précipités brusquement sur la scène politique, une fois tombées les barrières de la monarchie de Juillet » (Le 18 B, p. 23-3).

[En 1851], « Le pouvoir d'Etat ne plane pas dans les airs. Bonaparte représente une classe bien déterminée, et même la classe la plus nombreuse de la société française, à savoir les paysans parcellaires » (Le 18 B, p. 126).

« Mais, au cours du XIX^e siècle, l'usurier des villes remplaça les féodaux, l'hypothèque, les servitudes féodales du sol, le capital bourgeois, la propriété foncière aristocratique. La parcelle du paysan n'est plus que le prétexte qui permet au capitaliste de tirer de la terre profit, inté-

rêt et rente et de laisser au paysan lui-même le soin de voir comment il réussira à se procurer son salaire. () Aux quatre millions (enfants, etc., compris) d'indigents officiels, de vagabonds, de criminels et de prostituées que compte la France, viennent s'ajouter cinq millions d'hommes suspendus au bord de l'abîme et qui, ou bien habitent eux-mêmes la campagne, ou passent constamment avec leurs haillons et leurs enfants, de la campagne dans les villes, et inversement. L'intérêt des paysans n'est plus, par conséquent, comme sous Napoléon, en accord, mais en contradiction avec les intérêts de la bourgeoisie, avec le capital. Ils trouvent, par conséquent, leur allié et leur guide naturel dans le prolétariat des villes, dont la tâche est le renversement de l'ordre bourgeois » (Le 18 B, p. 130-1).

9. LA DIMENSION INTERNATIONALE EST SOUS-ESTIMÉE.

On pourrait penser qu'entre la France de 1848 et un pays africain d'aujourd'hui, une grosse différence est à noter, c'est que le pays africain est dominé par l'impérialisme, ce qui n'était pas le cas de la France. Erreur. Marx souligne exactement le contraire, et en tire les tâches stratégiques qui en découlent.

« De même que les ouvriers croyaient s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie, de même ils pensaient, à côté des autres nations bourgeoises, à l'intérieur des frontières nationales de la France, pouvoir accomplir une révolution prolétarienne. Mais les conditions de production de la France sont déterminées par son commerce extérieur, par sa position sur le marché mondial et par les lois de ce dernier. Comment la France les briserait-elle sans une guerre révolutionnaire européenne, ayant son contre-coup sur l'Angleterre, le despote du marché mondial ? » (Les l.d.cl, p. 49).

« En dehors des crises générales, la France traverse ses propres crises commerciales nationales, qui sont cependant déterminées et conditionnées beaucoup plus par l'état général du marché mondial que par des influences locales françaises » (Le 18 B, p. 110).

« Si les crises engendrent des révolutions d'abord sur le continent, la raison de celles-ci se trouve cependant en Angleterre. Naturellement, c'est aux extrémités de l'organisme bourgeois que doivent se produire des explosions violentes, avant d'en arriver au cœur, car la possibilité d'un équilibre est plus grande ici que là. D'autre part, la proportion dans laquelle les révolutions continentales se répercutent en Angleterre est, en même temps, le thermomètre qui montre dans quelle mesure ces révolutions mettent réellement en question les conditions d'existence bourgeoises, ou jusqu'à quel point elles n'atteignent que leurs formations politiques » (Les l.d.cl, p. 158).

Ainsi, on peut se permettre toutes les variantes politiques que l'on veut, mais les changements proprement prolétariens, économiques et sociaux, ou bien n'existent pas, ou bien impactent inévitablement tout le système capitaliste mondial.

10. LE PROLÉTARIAT N'EST PAS PRÊT.

« Le contenu général de la révolution moderne [était] en contradiction tout à fait singulière avec tout ce qui pouvait être mis immédiatement en œuvre, dans la situation et les conditions données, avec les matériaux existants, et avec le développement atteint par la masse » (Le 18 B, p. 22). Les conditions objectives, « les matériaux existants », et les conditions subjectives, « le développement de la masse », font défaut. Or les premières sont déterminantes et les secondes décisives.

« La classe ouvrière française () était encore incapable d'accomplir sa propre révolution. Le développement du prolétariat industriel a pour condition générale le développement de la bourgeoisie industrielle. () Le fait a prouvé que ce n'était pas la bourgeoisie industrielle qui régnait sur la France. La bourgeoisie industrielle ne peut régner que là où l'industrie moderne a modelé à sa manière tous les rapports de propriété, et l'industrie ne peut acquérir ce pouvoir que là où elle a conquis le marché mondial, car les frontières nationales ne suffisent pas à son développement » (Les l.d.cl, p. 50).

« En 1848, on pouvait compter les gens capables de comprendre, ne fût-ce que passablement, dans quelle direction il fallait chercher cette émancipation. Même à Paris, les masses prolétariennes elles-mêmes, n'avaient encore, après la victoire, absolument aucune idée claire de la voie à suivre. Et pourtant le mouvement était là instinctif, spontané, impossible à étouffer » (Les l.d.cl, p. 18).

C'est ainsi que le prolétariat reste à la remorque de la petite-bourgeoisie et de son réformisme électoral, voué à l'échec, ou dans des expériences radicales qui, elles aussi, « échouent nécessairement ».

« En face de la bourgeoisie coalisée, s'était constituée une coalition entre petits bourgeois et ouvriers, le prétendu parti social-démocrate. () On esqua un programme commun, on créa des comités électoraux communs et l'on présenta des candidats communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire et on leur donna une tournure démocratique. On enleva aux revendications de la petite bourgeoisie leur forme purement politique et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la social-démocratie. () Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie » (Le 18 B, p. 50).

« Dès que l'une des couches sociales placées au-dessus de lui entre en fermentation révolutionnaire, le prolétariat conclut une alliance avec elle et partage ainsi toutes les défaites que subissent les uns après les autres les dif-

férents partis. () Pour une part, il se jette dans des expériences doctrinaires, banques d'échange et associations ouvrières, c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, derrière le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence, et, par conséquent, échoue nécessairement » (Le 18 B, p. 24).

« Ses besoins immédiats avoués ne le poussaient pas à vouloir obtenir par la violence le renversement de la bourgeoisie, il n'était pas encore de taille à accomplir cette tâche. () Seule la défaite le convainquit de cette vérité que la plus infime amélioration de sa situation reste une utopie au sein de la République bourgeoise, utopie qui se change en crime dès qu'elle veut se réaliser » (Les l.d.cl, p. 67).

« Le prolétariat ne se laissait provoquer à aucune émeute parce qu'il était sur le point de faire une révolution » (Les l.d.cl, p. 159).

CONCLUSION

Des questions importantes n'ont pas été retenues ici : les limites et contradictions d'une Constitution, les rapports entre insurrection et élections

Certains de tous ces constats s'appliquent à toute révolution prolétarienne, à toute lutte de classe moderne, y compris dans un pays impérialiste.

Marx et Engels tentaient, par ces textes, de décrypter en profondeur la situation française des années 1848-1851. Plus d'un siècle et demi plus tard, ils jettent un éclairage étonnant sur des réalités récentes, comme celles de la Tunisie en 2011, du Burkina Faso en 2014, pour ne citer que des exemples évidents. Le point commun de ces deux périodes est une révolution récente (d'un demi-siècle !) : 1789-1795 d'une part, les libérations nationales de l'autre ; ces dernières effectuées d'abord « par en bas », à la française, puis « par en haut », à l'allemande (Intro, p. 21).

Une manière classique de disqualifier Marx et Engels consiste à les déclarer périmés, dépassés. Or nos ancêtres, en exposant le « secret », le contenu déterminant (la base économique) de l'édifice social, au-delà de la forme (une révolution politique démocratique) mettent au cœur de leur exposé la notion de classe sociale, et l'intitule « Luites de classes ». Le paradoxe, le scandale de la situation, est que la bourgeoisie est la plus consciente de l'enjeu de cette lutte gigantesque : « La bourgeoisie se rendait très bien compte que toutes les armes qu'elle avait forgées contre le féodalisme se retournaient maintenant contre elle-même. Elle voyait avec raison dans cette menace et dans cette attaque le secret du socialisme, dont elle comprend mieux le sens et la tendance que le prétendu socialisme lui-même, ce socialisme qui ne peut pas arriver à comprendre pourquoi la bourgeoisie se ferme obstinément à lui » (Le 18 B, p. 66).